

Dossier de presse



Le CCFD-Terre Solidaire
au Forum mondial de l'eau
et au Forum alternatif mondial de l'eau

Marseille 10 – 17 mars 2012

Contact : véronique de La Martinière : 01 44 82 80 64 – 06 07 77 05 80

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire à l'occasion du Forum mondial de l'eau

La sixième édition du Forum mondial de l'eau (FME) qui se tient à Marseille du 12 au 17 mars 2012, a pour objectif de "*relever les défis auxquels notre monde est confronté, et d'agir afin que l'eau se retrouve en tête des agendas politiques*". Il réunira 25 000 participants dont 140 délégations ministérielles, plus de 180 pays, et 800 intervenants. Mais également les entreprises du secteur de l'eau, fortement présentes dans l'organisation du FME, notamment les entreprises françaises phares du secteur. Une large place sera ainsi donnée aux solutions technologiques et à l'« excellence française » de la gestion de l'eau portées par les multinationales exploitant les réseaux d'adduction d'eau potable et promouvant les grands projets de construction dans une vision de privatisation de la ressource. Une approche qui met en péril l'accès à l'eau des petits agriculteurs et fragilise la souveraineté alimentaire des pays du Sud.

Une délégation du CCFD-Terre Solidaire, composée de partenaires, d'experts salariés et bénévoles, sera présente au Forum mondial de l'eau (FME) afin d'y porter une autre voix : celle des organisations de développement rural qui défendent une gestion durable et équitable de l'eau dans le domaine agricole.

Le travail du CCFD-Terre Solidaire et de ses alliés¹ a d'ores et déjà permis de maintenir la thématique de l'eau agricole et du soutien à la petite agriculture dans les « cibles » de ce forum. Ainsi l'Objectif-cible 9 du FME affirme qu'il faut : « *D'ici 2015, élaborer des lignes directrices concernant l'eau agricole au niveau international visant à appuyer la petite agriculture afin de mieux gérer l'eau pastorale et agricole, produire davantage de biens et services* ». Il est déterminant que les Etats conservent cette question de l'eau agricole comme champs d'action, notamment dans la déclaration interministérielle qui finalisera la rencontre.

Le CCFD-Terre Solidaire participera également au Forum alternatif mondial de l'eau (FAME), lieu de la mobilisation des mouvements de citoyens et des organisations de la société civile.

Fort de plus de 180 contributions provenant de 50 pays et de tous les continents, ce forum permettra l'expression de ces nombreux acteurs (associations, mouvements sociaux, experts, élus) œuvrant pour l'émergence d'un mouvement pour la réappropriation de l'eau, bien commun de l'humanité.

Une charte², replaçant l'eau comme « bien commun » et contestant sa marchandisation, a été rédigée comme base d'engagement des organisations participantes. Le CCFD-Terre Solidaire est impliqué dans cette mobilisation au niveau national et local.

Plus d'informations : forummondialdeleau.com

¹ Le CCFD-Terre solidaire, AVSF, le GRET et AGTER ont formé un groupe de travail « Justice sociale de l'eau » au sein de la Coordination SUD.

² <http://www.fame2012.org/files/charte-fr.pdf>

Agenda de la mobilisation

▪ Au Forum mondial de l'eau (FME)

Grâce aux efforts du groupe de travail « Justice sociale de l'eau », l'objectif-cible 9 a été maintenu dans l'Objectif 2.2 "Eau et sécurité alimentaire" afin d'alerter les responsables politiques sur l'urgence de développer les investissements favorisant l'accès à l'eau des petits agriculteurs.

Composition de la délégation du CCFD-Terre Solidaire

- Roland Vibal, agriculteur et vice président de la Fédération nationale des paysans (AMA) aux Philippines, président de l'Association des irrigants de la rivière Massin. Seul intervenant officiel représentant les petits agriculteurs du Sud, il ouvrira la session de l'objectif-cible 9.
- Hatim Issoufaly, responsable du travail sur l'eau agricole au CCFD-Terre Solidaire et spécialiste de l'Asie.
- Yves Richard, bénévole du CCFD-Terre Solidaire, coordinateur de l'Objectif 2.2.9.

Participation aux événements

- mercredi 14 mars 11h00-13h00 : intervention de Roland Vibal à l'ouverture du thème 2.2 «Eau et sécurité alimentaire».
- jeudi 15 mars 14h30-16h30 : synthèse par Yves Richard des apports de la session Target 2.2.9 «Améliorer l'accès à l'eau aux paysans pour produire».

▪ Au Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) aux Docks des Suds

- vendredi 16 mars 10h00-12h30 : Session 2C : «Droit à l'eau et sécurité alimentaire : luttes et plaidoyers», intervention de Roland Vibal et Hatim Issoufaly
- stand du CCFD-Terre Solidaire, pendant la durée du Forum, animations et temps de rencontre avec les partenaires du Sud. Pour public adulte et scolaire.
- samedi 17 mars, : 150 bénévoles du CCFD-Terre Solidaire convergent à Marseille pour participer à la journée et à la marche de clôture du FAME.
 - 9h à 11h : table-ronde avec les partenaires du Sud (Philippine, Mexique et Ethiopie)
 - Sous la bannière « Arrêtons d'assoiffer les petits agriculteurs ! » les bénévoles déguisés en gouttes d'eau porteuses de paroles participent à la marche de clôture (du Palais de Longchamp à la Place Sadi Carnot en passant par le Vieux Port) et réalisent un Haka sur le thème de l'eau.

▪ Participation aux événements préparatoires et satellites

- samedi 10 mars : intervention du CCFD-Terre Solidaire sur la politique de privatisation de l'eau en Asie, dans la table-ronde « eau et environnement » au Forum « Eau, peuples et citoyens » organisé par France Libertés et le CRID. Au Conseil régional PACA.
- mardi 13 mars : à Aubagne, les partenaires internationaux du CCFD-Terre Solidaire rencontrent des associations locales d'irrigants.

Une mobilisation régionale pour sensibiliser le public

Du 10 au 25 mars, à l'initiative de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire, des actions d'éducation au développement sont menées à travers toute la région pour sensibiliser les citoyens sur les enjeux de l'or bleu, promouvoir sa reconnaissance comme « bien commun de l'humanité » et lutter contre sa marchandisation.

Le témoignage des partenaires du Sud

Trois partenaires, mexicain, philippin, et éthiopien du CCFD-Terre Solidaire, impliqués chacun dans des projets liés à l'eau, vont sensibiliser les habitants de PACA et du Languedoc sur ces enjeux vitaux pour les populations du Sud.

Des rencontres sont organisées autour d'eux à Marseille, Gardanne, Pujaut, etc...

De nombreuses animations sont prévues

Près de 500 jeunes et enfants seront sensibilisés à l'eau et à sa juste répartition dans les Alpes de Hautes Provence, les Hautes Alpes, le Var, le Gard et en Lozère.

- des collégiens de Manosque préparent un voyage en Tunisie pour visiter le projet de réhabilitation de l'oasis de Chenini, menée par un partenaire du CCFD-Terre Solidaire.
- à Nice, des jeunes ont réalisé une exposition sur l'eau
- à Saint Martin de Crau, des bénévoles proposent des jeux sur la thématique de l'eau.
- samedi 24 mars à Marseille et en Corse, l'évènement Bouge ta Planète ([lien sur le site](#)) rassemblera une centaine de jeunes et adolescents autour du thème de l'eau.
- vendredi 16 mars, le CCFD-Terre Solidaire invite l'eau au festival du cinéma éco-citoyen de Gardanne en projetant le film « Même la pluie » suivi d'un débat avec Samantha César du CAM au Mexique.
- mercredi 21 mars, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire des 400 ans de l'assèchement de l'étang de Pujaut, l'équipe locale organise une table ronde pour présenter les aspects géopolitiques de l'eau, avec le témoignage des partenaires philippin et mexicain.

A propos du CCFD-Terre Solidaire

Créé en 1961, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire) est aujourd'hui une des plus importantes ONG de solidarité internationale en France. Pour combattre la faim et la pauvreté dans les pays du Sud, le CCFD-Terre Solidaire a fait le choix de soutenir des organisations locales de développement qui agissent au plus près des populations. Aujourd'hui il finance quelque 500 organisations dans 70 pays, intervenant dans tous les domaines du développement (agriculture, éducation et formation, défense des droits des plus vulnérables ...). Grâce à son réseau de 15 000 bénévoles, il mène en France des campagnes d'information et de sensibilisation aux causes profondes de la pauvreté et à l'impact de nos modes de vie sur les pays du Sud.

CCFD-Terre Solidaire - 4, rue Jean Lantier 75001 Paris - www.ccfid-terresolidaire.org

Les partenaires présents au FME et FAME

PHILIPPINES

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
MODELES AGRICOLES

IRDF, Integrated rural development foundation

M. Rovik OBANIL, responsable du plaidoyer, *parle anglais*

La crise économique a doublement frappé les Philippines, d'une part avec le ralentissement de l'activité économique du pays (diminution des exportations et de la consommation des ménages), et d'autre part avec le retour de tous les migrants philippins, dont les visas n'ont pas été renouvelés par leur pays d'accueil. La situation d'insécurité alimentaire n'a cessé de s'aggraver et le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté. L'IRDF se bat pour réformer la politique agricole nationale, dénoncer les conséquences négatives des accords de libre échange, favoriser l'accès aux terres et aux moyens de productions des petits paysans, défendre leurs droits face à l'agrobusiness, et accentuer l'implication de la population (plaidoyer des organisations paysannes). 650 paysans et pêcheurs sont mobilisés pour mener ces actions. Les actions de terrain et études de cas menées dans tous le pays à travers les 3 bureaux locaux d'IRDF servent de base pour construire et porter des revendications fortes auprès du gouvernement à Manille.

Il est accompagné de **Roland Vibal, agriculteur et vice président de la Fédération nationale des paysans (Aniban ng mga Manggagawa sa Agrikultura, AMA) aux Philippines**. Il est également président de l'Association des irrigants de la rivière Massin. L'AMA est membre du Asia Pacific Network for Food Sovereignty (APNFS, partenaire du CCFD-Terre Solidaire).

L'impact d'une dérégulation de l'eau aux Philippines

Le réservoir d'Angat permet d'irriguer 30 000 hectares de rizières, de fournir de l'électricité et 97% de l'eau potable à la population de Manille. En 1997-98, sous les recommandations de la Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement, l'Etat a décidé de déréguler le secteur de l'eau. Il a privatisé la gestion de ce réservoir en reconsidérant les droits d'eau traditionnellement attribués répartis entre le barrage hydroélectrique, le réseau de distribution d'eau potable et le périmètre irrigué qui dépend de ce réservoir. Le constat est univoque : Les deux entreprises reprenneuses respectivement de la gestion du barrage hydroélectrique et de la distribution de l'eau potable ont réussi à grignoter auprès du gouvernement 22% des droits d'eau traditionnellement alloués aux agriculteurs irriguant leurs parcelles en saison sèche. Parallèlement à cette réallocation des droits, la gestion des canaux d'irrigation ainsi que la collecte des cotisations ont été déléguées aux associations d'irrigants (AI) qui n'avaient jusque là jamais été formées à l'entretien des canaux. Bien que l'ensemble des agriculteurs payaient leur redevance, l'agence national d'irrigation ne reverse qu'une faible partie (insuffisante) aux AI pour l'entretien effectif des canaux.

Le constat est univoque: les agriculteurs dont la production moyenne a été divisée par deux en en 10 ans quelques années, se sont considérablement appauvris et ne parviennent plus à payer les redevances pour l'entretien des canaux. Face à l'imminence d'une perte de récolte importante pour le pays, la court suprême sous la pression des organisations paysannes appuyées par IRDF à ordonner en 2010 la libération d'eau depuis le barrage afin d'irriguer les 25 000 ha de rizières sur le point de sécher sur pied. Bien que les AI aient eu la responsabilité de la gestion de la ressource en eau (qui apparaissait dès le début insuffisante), on s'aperçoit à travers cette étude de cas que l'absence d'intervention et de mesures d'accompagnement de l'Etat ne permette pas un transfert des compétences effectif.

Etude réalisée par Integrated Rural Development Fund (IRDF)

TUNISIE

DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE
GESTION DE L'EAU

ASOC Association de sauvegarde de l'oasis de Chenini

M. Ahmed GARGOURA, secrétaire général

Parle français

L'association coordonne la sauvegarde de l'oasis de Chenini, soumise aux nuisances d'un complexe chimique pour le traitement des phosphates de Gafsa. Outre la dégradation écologique de cette oasis de 1000 ha, l'association doit faire face aux migrations de ses habitants les plus vulnérables. La sauvegarde de ce patrimoine

passer par une gestion efficace et durable des ressources naturelles et humaines : gestion raisonnée de l'eau, sensibilisation des habitants à l'agriculture biologique... L'ASOC soutient la valorisation des produits et des sous-produits artisanaux oasiens (espèces locales d'arbres fruitiers, développement d'un éco-tourisme...).

L'ASOC fait partie d'un réseau de réhabilitation des oasis, le RADD, qui coordonne cette action sur plusieurs pays de la Méditerranée (Algérie, Maroc, Tunisie et Mauritanie). Ce réseau a pour objectifs la promotion du développement durable, la sauvegarde et la réhabilitation des oasis comme patrimoine économique, écologique, culturel et social de l'humanité. Ses champs d'actions concernent le plaidoyer, la sensibilisation, la formation, le renforcement des capacités et la recherche d'actions dans tous les domaines de la vie oasienne, en particulier la gestion des ressources naturelles, l'agriculture, la valorisation économique des spécificités et des produits oasiens.

MEXIQUE

CAM – Centre d'études sociales et culturelles Antonio Montesinos

Samantha CESAR, coordinatrice

Parle espagnol

Le CAM est une association de la société civile mexicaine, née en 1979. Il mène notamment un programme de renforcement des forums citoyens municipaux pour la gestion de l'eau.

Les trois municipalités de Zacualpan, Temoac et Jantetelco sont traversées par le fleuve Amatzinac qui prend sa source auprès du Volcan Popocatepelt. Les décisions politiques intervenues depuis les années 80 ont entraîné des déséquilibres dans les usages traditionnels de l'eau et dans la répartition de la ressource entre les différentes communautés. Des zones d'agriculture intensive pour l'exportation en amont ont été privilégiées au détriment de l'agriculture familiale, ayant pour conséquences, réduction de la production alimentaire sur la zone, conflits entre communautés, appauvrissement de la population (en particulier des femmes), accroissement de l'immigration, changements sociaux, culturels et politiques profonds.

Le travail du CAM (centro des estudio sociales y culturales Antonio de Montesinos) dans la région a amené à la constitution de 3 Forums Citoyens qui ont identifié le manque d'eau dans la région comme le principal problème public et se sont proposés la recherche collective de solutions en impliquant fortement les femmes, les jeunes... Ainsi, l'action du CAM a permis notamment la mise en place de 9 expériences-pilotes en matière d'éco-technologies (captation d'eaux de pluie, traitement d'eaux usées résiduelles dans les lieux d'habitation individuels, traitement d'eaux résiduelles par zones humides). Suivi et diffusion des résultats de ces expériences (plaidoyer auprès des maires).

ÉTHIOPIE

OSRA Oromo self reliance association

M. Getu ALEMU HUNDE directeur responsable administratif et financier, chef de projet

Parle anglais

Plus de 80 % des 70 millions d'Éthiopiens vivent en milieu rural et dépendent pour leur subsistance, directement ou indirectement, du secteur agricole. L'accès aux ressources (terres, semences) et au marché ainsi que la gestion de l'eau constituent les principaux problèmes qui ont un impact sur la vie quotidienne des populations. OSRA travaille tout particulièrement sur cet accès aux infrastructures de base.

Dans la région de l'Oromia, la population souffre d'un manque d'accès aux services de base, notamment l'eau et les sanitaires, particulièrement dans les communautés rurales et au niveau des écoles publiques. Ce déficit d'infrastructures, auquel s'ajoute une faible conscientisation des populations sur les pratiques d'hygiène domestique, entraîne une forte prévalence de maladies et alourdit considérablement la charge de travail des femmes et des enfants.

Osra a développé plusieurs volets pour favoriser l'accès à l'eau potable : forages de puits, construction de bornes fontaines, de bassins et d'abreuvoirs et formations sur l'hygiène et la santé dans les hameaux et les écoles des districts de Bacho, Ilu et Tollé. Plus de 4 000 personnes ont bénéficié du programme d'accès à l'eau.

Ce travail s'inscrit dans une démarche qui vise également la souveraineté alimentaire des populations (soutien à 24 banques de céréales pour sécuriser la disponibilité et l'accessibilité des céréales au moment de la période de soudure et création d'un marché de céréales au niveau local afin de libérer la communauté des intermédiaires et de lui assurer des prix rémunérateurs).

ANNEXE 1 : Les propositions sur l'eau agricole

« N'asséchons pas le potentiel des agricultures familiales !

Pourquoi leur garantir un accès à l'eau

L'eau est un bien commun qui doit d'abord servir l'intérêt général. Il doit être accessible à tous, sans exclusion. Avec une concurrence accrue pour la ressource, de plus en plus de paysans en ont un accès restreint et se font spolier de leurs droits historiques à l'eau, facteur de production essentiel. Le droit à une alimentation suffisante, issu du droit international, exige un accès durable à la ressource en eau. Face aux **925 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde dont 75% en milieu rural**, il est urgent de garantir l'accès à l'eau aux agricultures familiales qui détiennent un potentiel immense pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire, d'équité sociale et de durabilité environnementale.

Des alternatives aux solutions standardisées!

Les problèmes d'eau sont éminemment locaux et spécifiques aux contextes. Les réponses doivent donc être adaptées en veillant aux trois priorités suivantes:

1. Investir intelligemment dans l'eau agricole pour les agricultures familiales

- **Appuyer la diffusion de pratiques agricoles et de techniques simples** de gestion de l'eau, pertinentes pour l'adaptation au changement climatique et la mise en valeur des terres pluviales
- **Investir dans la construction et la réhabilitation** d'infrastructures d'irrigation qui soient adaptées aux capacités de gestion locales et reconnaissent les savoir-faire et pratiques existantes
- **Renforcer les compétences** des institutions de gestion de l'eau (associations d'usagers de l'eau...) et des structures d'accompagnement (centre de services aux irrigants, services techniques...)

2. Protéger les droits d'accès et d'usage à l'eau pour produire

Appuyer les politiques de développement rural qui favorisent la reconnaissance et la sécurisation des droits à l'eau dans toute leur diversité. Face à la montée des appropriations de terres à grande échelle et des ressources en eau, il est urgent de reconnaître les droits des usagers existants des paysans. Pour respecter ces droits et les ressources naturelles, les investisseurs doivent mettre en place des procédures de diligence raisonnable. Les gouvernements et les bailleurs doivent veiller à la mise en place de telles mesures.

3. Favoriser la gestion concertée et démocratique de l'eau

Promouvoir les instances de dialogue qui visent à **une répartition équitable de l'eau** entre les usagers, les secteurs d'activité, les villes et les campagnes. Ces espaces de concertation permettent la résolution des conflits et la gestion durable de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant ou du territoire, pour trouver les consensus qui répondent avant tout à l'intérêt général. »

Tiré du document commun de Coordination SUD pour le FME et le FAME

ANNEXE 2 : Charte du Forum mondial de l'eau

En tant que signataire de la Charte de Forum alternatif mondial de l'eau (FAME), le CCFD-Terre Solidaire milite, aux côtés de ses partenaires « pour une gestion écologique, sociale et citoyenne de ces ressources, leur préservation et leur juste répartition entre les différents usages. »

Ses actions concertées visent à obtenir

- « La reconnaissance que l'Eau est un bien commun de l'Humanité, vital pour tous les êtres vivants, et pas une marchandise,
- L'inscription dans les constitutions nationales du droit d'accès pour tous à l'eau potable et à l'assainissement, comme "droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme", en accord avec la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 29/7/2010,
- La gestion et la protection publiques et participatives des ressources en eau contre les pollutions agricoles, industrielles et médicamenteuses et la surexploitation,
- La répartition concertée et démocratique de ces ressources entre les différents usages de l'eau : alimentation des populations, agriculture, industrie, préservation de la biodiversité (cf. ASOC),
- La réalisation ou la réhabilitation par la Puissance Publique des infrastructures nécessaires partout, et pas seulement là où c'est rentable, pour des services d'alimentation en eau et d'assainissement performants et démocratiquement gérés, dans le respect des normes de qualité et de protection de l'environnement
- La mise en place d'une tarification progressive de l'eau potable domestique, rendant réellement accessible l'usage en pénalisant l'abus, et excluant toute rémunération du capital investi,
- La promotion des alternatives de techniques écologique de production d'eau et d'assainissement (récupération d'eau de pluie, recyclage des eaux usées, lagunage, récupération de l'humidité dans l'air, de la rosée du matin, pompage manuel, à énergie solaire,...) en privilégiant les solutions non brevetables, (cf. CAM)
- L'anticipation des effets du réchauffement climatique : inondations, sécheresse, salinisation de l'eau douce, en développant la résilience des écosystèmes et des sols. »

Plus d'informations : <http://www.fame2012.org/fr/>